

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
 Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT :
 Pour Roubaix, 25 francs par an.
 » » » 14 » six mois.
 » » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
 bureau du Journal, Grale-Itue, 56.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
 MM. LAFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
 publication des annonces de MM. HAYAS, LAFITTE, BULLIER
 et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

ROUBAIX

15 mai 1862.

Le *Moniteur* donne au sujet des affaires du Mexique les explications suivantes qui étaient attendues avec une vive impatience :

« Des nouvelles du Mexique en date du 11 avril, venues par la voie de la Havane, annoncent qu'à la suite de conférences dans lesquelles les plénipotentiaires des puissances alliées n'avaient pu se mettre d'accord, le général Prim avait annoncé sa résolution de se rembarquer avec ses troupes et demandé, en conséquence, au capitaine général de l'île de Cuba, de lui envoyer les bâtiments de transport nécessaires. Le maréchal Serrano, après avoir pris l'avis des autorités civiles et militaires de la Havane, n'a pas cru devoir déférer à cette demande, et il a invité le général de Gasset à retourner au Mexique pour y prendre le commandement du corps expéditionnaire espagnol, au cas où le général Prim persisterait dans son projet. Les troupes françaises ont dû repasser, le 20 avril, le Chiquihuite, pour commencer immédiatement les hostilités.

Un journal annonce que la fièvre jaune commence à faire de grands ravages à la Vera-Cruz. Nous ignorons si cette nouvelle est exacte ; en tous cas il est bon de faire remarquer que les troupes françaises sont depuis longtemps dans des lieux salubres, et qu'il n'est resté à la Vera-Cruz qu'un très faible détachement.

Une dépêche particulière de Cadix nous annonce qu'on venait d'apprendre par la voie de la Havane, que le général Lorenzoz était parti, le 15 avril au matin, de son camp de Paso-Ancho pour Mexico.

Le départ du corps espagnol pour la même destination était fixé au 20.

Le président Juarez a décidé qu'il se réfugierait avec les membres de son gouvernement à Valladolid, ville située à environ 150 kilom. en arrière de Mexico.

Les avis de Venétie portent que l'Autriche a augmenté de 10,000 hommes le

nombre de ses troupes sur la frontière Lombarde. Quatre bataillons de chasseurs impériaux auraient été concentrés sur la frontière tyrolienne. J. REBOUX.

LA NOUVELLE-ORLÉANS ET LES FÉDÉRAUX.

La Nouvelle-Orléans est-elle au pouvoir des fédéraux ? Oui, s'il faut en croire les dépêches télégraphiques publiées à New-York, soit par ordre, soit du moins avec le consentement du gouvernement de Washington. Nous avons publié hier ces télégrammes ; mais nous ne savons si tous nos lecteurs auront été frappés, comme nous, de la singulière progression rétrograde que présentent ces télégrammes. On a bien raison de dire qu'en Amérique tout se passe à l'inverse de l'Europe. Ainsi, en Europe, quand deux armées sont en présence, la première dépêche, portant par exemple la date du 1^{er} du mois, est conçue à peu près en ces termes : « Une bataille est imminente. La seconde dépêche, datée du 2, s'exprime ainsi : « Les armées en sont aux mains ; la lutte est engagée. Enfin, la troisième, datée du 3, est ainsi conçue : « Victoire complète ; tant de canons, tant de drapeaux pris à l'ennemi, qui est en pleine retraite, après avoir laissé sur le champ de bataille tant de milliers de cadavres. »

En Amérique, c'est tout l'opposé ; relisez plutôt les télégrammes publiés hier dans tous les journaux. Première dépêche : « New-York 27 avril. — La Nouvelle-Orléans est prise. » Fort bien, voilà qui est net et précis. Seconde dépêche : « New-York, 29 avril. — On assure que les fédéraux ont pris la Nouvelle-Orléans. » Cette seconde dépêche de deux jours plus récente est déjà moins affirmative que la première. Voyons maintenant la troisième : « New-York, 1^{er} mai. — Il se confirme que l'escadre fédérale est arrivée devant la Nouvelle-Orléans. » A mesure que le temps marche le télégraphe est de moins en moins affirmatif ; la Nouvelle-Orléans qui était prise le 27 avril n'était plus que menacée le 29 avril ; et le 1^{er} mai l'escadre, qui était censée avoir frappé un coup décisif le 27 avril, ne faisait que d'arriver sur les lieux. Si cette progression à la manière de la tortue continue il faut espérer que le prochain steamer d'Amérique nous apprendra que la flotte fédérale se trouve en nombre à l'une des embouchures du Mississippi.

Maintenant admettons que le télégraphe seul ait été absurde et que les fédéraux

soient maîtres de la Nouvelle-Orléans depuis le 27 ou le 29 avril ou le 1^{er} mai, la situation respective des belligérants est-elle sensiblement modifiée oui et non. Oui, en ce sens que la pris, soit de vive force, soit par capitulation, la plus importante cité de la secession donne à la cause fédérale un prestige et une force qui, il faut bien le reconnaître, lui avait manqué jusqu'à présent. En effet, les armées fédérales avaient éprouvé depuis le commencement de la lutte une défait parfaite caractérisée et particulièrement honteuse, celle de Bull-Run, à peineompensée par quelques succès sans portée dans la baie de Port-Royal. Quant à la récente bataille livrée à Pittsburgh, présentée d'abord comme une victoire pour les fédéraux, puis réclamée comme un triomphe éclatant par les confédérés, elle reste à l'état d'engagement meurtrier, mais douteux dans son résultat final. Si donc les fédéraux sont en ce moment maîtres de la Nouvelle-Orléans, ce sera là une grande et belle victoire, alors même qu'elle n'aurait pas été précédée par un combat sanglant. Comme opération militaire ce sera très beau.

Mais pourra-t-on en dire autant comme résultat politique ? Nous en doutons provisoirement. La secession esclavagiste qui, au commencement de la guerre, avait pris l'offensive avec quelques succès, qui maintenant semble adopter la défensive, doit trouver dans cette dernière allure des forces passives de nature à défier et à résister à une force militaire bien autrement puissante que celle dont le Nord peut disposer. Tout est auxiliaire pour la secession du moment qu'elle se tient sur la défensive ; immensité du terrain, voies de communication difficiles, rendues même en certains endroits impraticables, climat de feu, fièvre jaune, etc., etc. Si les fédéraux, à la suite de la victoire qui leur aura livré la Nouvelle-Orléans, n'obtiennent pas soit la soumission des principaux chefs de la secession, soit même une transaction quelconque, la question n'aura pas fait un pas ; le drapeau fédéral aura beau flotter sur les principaux édifices publics de la Nouvelle-Orléans, la secession persistera, et l'Union n'aura gagné à cette victoire que quelques millions de dollars de plus à ajouter à l'énorme passif du budget de la guerre lui a fait.

La transaction, une transaction quelconque, une transaction coûte que coûte, est donc, en ce moment plus que jamais, la première nécessité, la seule voie de salut qui se présente au Gouvernement de Washington ; et si la mission mystérieuse que le ministre de France est allé remplir à

Richmond avait trait à cette transaction et devait la rendre possible et facile, les États-Unis auraient reçu de la France de 1862 un service égal à celui que leur rendit la France en 1778. E. MOUTIER.

REVENUS, DÉPENSES ET DETTES DES GRANDS ÉTATS.

L'*Economist* vient de publier un travail très curieux sur les revenus, les dépenses et les dettes des grands États. Ce sont des documents fort instructifs qu'il ne sera pas inutile de consulter au moment où la discussion sur le budget de 1863 va s'ouvrir devant le Corps législatif.

J. REBOUX.
 « La France ouvre la marche. Comparant les revenus de dix années (1851-1860) aux dépenses faites dans le même laps de temps, l'*Economist* constate que les premiers se sont élevés (chiffres ronds) à quinze milliards cinquante millions, et les seconds à dix-neuf milliards deux cent vingt-cinq millions. D'où un déficit, en bloc, pendant ces dix années, de trois milliards sept cent vingt-cinq millions, ou, par année, en moyenne, de trois cent soixante-douze millions cinq cent mille francs.

« Les chiffres comparés de la dette française racontent la même histoire en d'autres chiffres. En 1852, le capital inscrit était (toujours en chiffres ronds) de cinq milliards cinq cent vingt-cinq millions et représentait en rentes à payer deux cent trente-huit millions deux cent mille francs. En 1860, le capital inscrit est de neuf milliards sept cent vingt-cinq millions, servant un revenu de trois cent cinquante millions. Augmentation en capital, quatre milliards deux cents millions ; en rentes dues, cent onze millions huit cent mille francs. Le fameux milliard de dette flottante n'est pas compris dans le calcul ci-dessus.

« Vient ensuite l'Autriche. Prenant les quatre années 1857-1860, on trouve un revenu total, pour les quatre années, de deux milliards huit cent quatre-vingt-sept millions cinquante mille francs, une dépense totale de trois milliards huit cent cinquante-cinq millions. Excédant de la dépense sur la recette, neuf cent soixante-sept millions cinquante mille francs. Déficit moyen par année, deux cent quarante-trois millions sept cent cinquante mille francs. Le déficit de l'année 1861 a été évalué par le ministre des finances, devant le Reichsrath, à quelque chose comme 275,000,000 francs. La dette autrichienne, lors du dernier règlement officiel (avril 1860), montait à sept milliards cent dix millions de

francs auxquels l'*Economist* ajoute, pour diverses ressources que l'on s'est créées en 1861, deux cent quatre vingt millions de supplément.

« La dette du nouveau royaume d'Italie monte, pour tous les pays nouvellement annexés (Piémont, Lombardie, Emilie, Toscane, Deux-Siciles), à deux milliards cent douze millions cinq cent mille francs. Et la différence est grande entre les revenus et la dépense. Les ressources, tant ordinaires qu'extraordinaires, n'ont produit pour l'année 1861, qu'environ cinq cent millions de francs. Les dépenses ont monté à huit cent millions.

« On n'a pas de renseignements très précis sur l'état des finances russes. Il résulte cependant des informations officiellement acquises par le gouvernement anglais, et aussi d'un ouvrage récemment publié par M. Ogareff, que la dette inscrite de la Russie, qui était en 1859 de deux milliards cinquante millions, s'est élevée en 1860 à deux milliards deux cents millions, pour retomber en 1861 à quelque chose comme deux milliards quatre-vingts millions. Mais, en même temps, la circulation du papier-monnaie, augmentant rapidement, chassait de l'empire les valeurs métalliques.

« En 1856, on évaluait le papier circulant à treize cent trente-huit millions, et la monnaie à quatre cent soixante-deux millions et demi. En février 1862, on comptait les billets en circulation pour deux milliards six cent soixante-douze millions cinq cent mille francs, et les espèces métalliques n'étaient plus évaluées qu'à trois cent dix millions. Le dernier emprunt contracté par la Russie peut être regardé comme le résultat et le remède de cette situation chaque jour plus critique.

« La Turquie, emprunteuse elle aussi, a trouvé de l'argent sur un exposé sommaire de sa situation qui peut se résumer ainsi : Elle doit, de tout chef, à l'étranger, à l'intérieur, bref, à tous ses créanciers quelconques, un milliard trente-sept millions cinq cent mille francs. Ses déficits des trois dernières années (1859-1862), plus les pertes de change qu'elle subit, comme payant en or, à ses créanciers étrangers, ce qu'elle reçoit chez elle en monnaie de papier fort dépréciée dans ces derniers temps, montent à cent cinquante millions de francs.

« Nous avons eu occasion d'apprécier récemment les conséquences financières qu'aurait probablement pour les États-Unis la terrible guerre civile qu'ils ont engagés. L'*Economist*, acceptant les évaluations de M. Spaulding (président du comité du Congrès pour les votes et moyens),

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 16 MAI 1862.

— N° 1. —

LES FIANÇAILLES

— Tu t'es bien fait attendre, s'écria le jeune Ferdinand à son ami.

— Tu sais bien, répondit celui-ci, qu'il est impossible de se débarrasser du gros baron, quand une fois il débite des fragments de son histoire.

— Si tu étais officier, comme moi, répliqua Ferdinand, tu aurais trouvé moyen d'être ponctuel ; on apprend cela, du moins, au service. — Tout le monde est déjà réuni sur la promenade ; dépêchons-nous, que je te présente à l'honorable famille.

— Combien je te suis reconnaissant, mon cher ami, reprend Alfred, de vouloir bien m'introduire dans la meilleure et la plus noble des sociétés ! Car, quelque sérieuses que soient nos études, quelques efforts que nous fassions pour nous former, pour élever notre cœur et nos sentiments, il n'y a que le commerce de la bonne société qui puisse vivifier cette matière morte acquise par l'étude et en transformer la possession en un véritable bien. Mais c'est à la douceur des femmes qu'il est réservé de donner à l'éducation de l'homme tout le fini, tout le poli dont ses forces et ses talents le rendent susceptible.

Le jeune officier considéra son ami, en branlant la tête, s'arrêta un instant et dit pendant qu'ils reprenaient leur marche :

— Il m'est absolument impossible de partager cette opinion, que l'on a déjà mise mille fois. Quoi ! ce serait le grand monde ou la soi-disant bonne société qu'il faudrait rechercher pour acquérir, dans un déluge de mauvaises pointes, de coquetterie, de mensonges et de verbiage, la maturité que la solitude ne pourrait nous procurer ! Bien que je sois de ton avis dans la plupart des cas, je dois cependant te donner complètement tort en cette circonstance. Les femmes ! ce sont elles précisément qui paraissent appelées par un destin ennemi à s'emparer de l'esprit de l'homme, quand il est assez faible pour le souffrir, à le dépouiller de tout ce qu'il y a en lui de viril, de noble, d'énergique et de vrai, et à le rendre, autant que possible, tout différent de lui-même, afin qu'il ne soit plus propre qu'à leur servir de miserable jouet. Le langage que tu viens de tenir n'exprime déjà plus que la manière de penser d'une époque presque entièrement passée aujourd'hui, et qui se possait comme ennemie de la vérité et de tout sentiment religieux. Je te prévins aussi que tu ne trouveras pas, dans la société de ces dames, ces manières par lesquelles nos jeunes gens croyaient se former autrefois, parce que chez elles tout est sainte vérité, innocente et vraie piété.

Alfred chercha à justifier son opinion et à justifier lui-même, tandis qu'ils poursuivaient rapidement leur chemin, engagés dans une vive conversation. Ils apercevoient bientôt devant eux le jardin, dans les fraîches allées duquel la baronne, avec sa famille et quelques amis de choix, attend

leur arrivée. Tous se sentent très-bien au milieu de cet entourage de verdure.

Le jeune conseiller Alfred seul a d'abord de la peine à se mettre à l'unisson de leur humeur et de leur entretien. Comme il arrive d'ordinaire, il a l'esprit trop tendu pour prendre facilement part à la conversation ; en outre, il aspire, mais avec une certaine anxiété, à débiter beaucoup de choses qu'il a sur le cœur, et en il résulte qu'il s'embrouille souvent ; car, lorsqu'il a préparé mentalement un discours, le moment de le placer a déjà fui, et au nombre des nouveaux objets dont on s'entretient, il s'en présente qui lui paraissent inintelligibles et sur lesquels, cependant, il n'ose demander d'éclaircissements. Ajoutez qu'il est comblé de traits des femmes : Gunda, la fille mariée, est une beauté ravissante ; et est encore surpassée par la jeune Clémentine, à côté de laquelle la blonde physionomie enfantine de leur plus jeune sœur, Clara, forme un contraste touchant ; la mère elle-même peut encore prétendre à des agréments, et l'on voit qu'elle a été une belle femme dans sa jeunesse. C'est Dorothee, l'aînée des demoiselles, qui frappe le moins, dans ce cercle, malgré la beauté de ses yeux, malgré la finesse de sa taille ; aussi se tient-elle à l'écart et demeure-t-elle muette et timide ; elle paraît même ne prendre qu'un faible intérêt à cette conversation anecdotique, et chose remarquable, pas un mot, pas une question ne lui sont adressés, tandis que les hommes se montrent fort pressés auprès de ses sœurs ou de sa mère.

Parmi les hommes, on en distingue un d'un certain âge, qui prend le plus souvent la parole, qui explique tout et qui décide tous les cas litigieux ou douteux.

L'officier aussi se montre d'une déférence respectueuse envers cet ami de la famille, qui s'adresse à tous les assistants avec bonté, avec affabilité, les questionnant, les désabusant, les encourageant et s'efforçant de les égarer ou de les rassurer à sa manière. Il réussit enfin à attirer Alfred dans la conversation, et la gratitude de ce dernier s'exprime dans un discours chaleureux, qu'il trouve enfin occasion de placer, et dans lequel il développe, à la satisfaction générale et à la sienne propre, son désir de se former, sa vénération pour le bonheur domestique et son espoir que les véritables sentiments religieux et la vraie piété se répandront par toute l'Allemagne.

La belle Gunda a été plus attentive encore que tous les autres, et maintenant c'est elle qui exprime le plus hautement son approbation. — Combien nous sommes heureux, dit-elle en terminant, que notre cercle délicieux réunisse de plus en plus de nobles âmes animées de l'amour du bien, qui reconnaissent ce qu'il y a de supérieur aux choses terrestres, et aux yeux desquelles tous les trésors séduisants du monde ne sont que pure vanité ! Si les relations sociales exercent une influence si heureuse dans une plus vaste sphère, au foyer domestique, c'est la bénédiction du mariage qui porte les gens mariés à s'enthousiasmer plus que les autres pour les choses divines, et qui, de leurs deux âmes, élève plus fortement encore la plus faible vers l'amour de l'infini.

— C'est vrai, dit un jeune homme, c'est ce que je ressens chaque jour davantage et avec plus de reconnaissance. — Puis il soupire et regarde aux nues, et le conseiller apprend que c'est le mari de la belle et pieuse Gunda.

— Que je me sens heureuse, dit la mère avec émotion, de trouver ainsi dans le cercle de mes enfants tout ce qu'il y a de plus élevé, et de les avoir mis eux-mêmes en état d'atteindre à la possession la plus noble de cette terre ! Je ne puis prendre aucun intérêt aux tendances de la plupart des hommes : leur enthousiasme ne m'inspire que de la pitié, loin que je trouve dans leurs efforts multiples pour saisir un soi-disant bien, rien qui excite notre considération. Ils poursuivent les arts ou la philosophie, ils pensent que la lumière éternelle va se lever pour eux dans la science, dans les couleurs ou dans les tons, ils s'abîment dans l'histoire et dans le chaos des affaires de la vie, et ils négligent la seule chose qui soit nécessaire, celle qui embrasse tout, et qui supplée à tout. Depuis que j'ai trouvé cette source, qui étanche si délicieusement toute la soif de l'âme, cet assemblage disparate de connaissances, vers lequel je portais bien aussi des regards d'envie dans ma jeunesse, a totalement cessé d'exister pour moi.

— Que je vous admire ! s'écrie le conseiller ; avec quel désir ardent j'ai cherché la vie et n'en ai toujours saisi que l'ombre ! et comme il est facile cependant de trouver la vérité, qui ne nous trompe jamais, qui ne nous échappe jamais, qui accorde tout au cœur, et dans laquelle seule nous pouvons vivre !

— Je vous comprends, répond la baronne, vous appartenez à notre cercle ; quelle félicité de sentir que la compagne de des âmes pieuses et inspirées s'accroît chaque jour !

— Nous touchons aux temps les plus délicieux ! s'écrie le jeune officier, avec enthousiasme. Et combien nous devons